

ANNEXE I

RÈGLES APPLICABLES AUX PETITS TRAINS ROUTIERS TOURISTIQUES

Les petits trains routiers touristiques doivent répondre aux prescriptions suivantes :

I. — Dispositions générales

I.1. Les véhicules sont réceptionnés et immatriculés :

I.1.1. Pour les véhicules automobiles, dans le genre “véhicule automoteur spécialisé” (VASP), carrosserie “divers” (NON SPEC) ;

I.1.2. Pour les véhicules remorqués, dans le genre “remorque spécialisée” (RESP), carrosserie “divers” (NON SPEC).

I.2. La (les) catégorie(s) du petit train routier touristique, pour laquelle (lesquelles) la réception de chaque véhicule est prononcée, est (sont) mentionnée(s) sur les procès-verbaux de réception en vue de la constitution des ensembles.

I.3. La vitesse par construction du véhicule tracteur n’excède pas 40 km/h.

Le véhicule à moteur est équipé d’un indicateur de vitesse conforme aux prescriptions techniques de l’annexe II de la directive 75/443/CE modifiée et d’un compteur kilométrique.

I.4. Les dispositifs d’attelage installés sur les véhicules sont largement dimensionnés et solidement fixés. Ils sont conformes aux prescriptions techniques de la directive 94/20/CE. Ces dispositifs sont compatibles avec les masses remorquées et identiques sur chaque véhicule. Les attelages à boule sont autorisés pour les petits trains routiers touristiques de catégorie I, II et III dans la mesure où ils ont été homologués au moins pour des remorques de 3 500 kg.

I.5. Les remorques constituant l’ensemble ne sont en aucun cas à étage : la hauteur maximale du plancher est limitée à 75 cm.

I.6. La charge utile de chaque remorque permet de transporter le nombre maximal de voyageurs prévu, la masse de chaque voyageur étant fixée à 75 kg.

I.7. Les accès aux places assises des remorques sont pourvus de dispositifs facilement amovibles (chaîne avec mousqueton par exemple) visant à délimiter l’espace réservé aux voyageurs vers l’extérieur.

I.8. Toutes les remorques constituant l’ensemble du petit train routier touristique sont strictement identiques. Cette prescription ne s’applique pas à l’aménagement des véhicules.

I.9. Tous les occupants sont transportés assis. Aucun voyageur n’est admis sur le véhicule tracteur, à l’exception d’un accompagnateur éventuel. Le nombre maximal de personnes transportées, y compris le conducteur et l’accompagnateur, s’il est prévu, est porté sur le procès-verbal de visite initiale.

I.10. Les remorques à essieux centraux et les semi-remorques sont interdites dans la constitution d’un petit train routier touristique.

I.11. La longueur et la largeur des petits trains routiers touristiques sont limitées respectivement à 18 m et 2,55 m.

I.12. Le nombre total de remorques constituant le petit train routier touristique est limité à trois (3) ; le nombre de passagers transportés dans chaque remorque est limité à 25, le nombre total de passagers ne pouvant excéder 75 personnes.

I.13. Chaque véhicule est équipé d’au moins un (1) feu de position et un (1) catadioptre par côté.

I.14. Un feu spécial, conforme et installé conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente, est installé à l'avant et à l'arrière de l'ensemble constitué, dans l'axe longitudinal du véhicule-tracteur et de la dernière remorque tractée. Dans le cas où ce feu est amovible, chaque remorque est pourvue de l'équipement nécessaire pour le montage et le branchement aisé de celui-ci. Dans le cas contraire, chaque remorque est équipée de ce feu.

I.15. Les vitrages des véhicules, lorsque ceux-ci en sont équipés, répondent aux prescriptions de l'arrêté du 20 juin 1983 modifié. Toutefois, l'emploi de vitrages plastiques homologués dans la construction de remorques est autorisé.

I.16. Lorsque la carrosserie des remorques est de type "fermée" :

I.16.1. Chaque véhicule est équipé d'une issue de secours au moins par face latérale : une issue de secours est également installée à la convenance, soit sur la face avant, soit sur la face arrière, soit sur le pavillon ; les dimensions de ces issues permettent le passage d'un gabarit de forme rectangulaire de 1,20 m par 0,55 m ;

I.16.2. Les matériaux employés dans l'aménagement intérieur des véhicules (tissu des sièges, habillage et rideaux) répondent aux prescriptions concernant l'inflammabilité des matériaux utilisés dans la construction des véhicules de transport en commun de personnes et applicables aux autocars ;

I.16.3. Un extincteur d'une capacité minimale de 2 kg à poudre ABC est installé dans le véhicule tracteur à proximité immédiate du conducteur.

I.17. Lorsque le véhicule tracteur est prévu pour transporter un accompagnateur, celui-ci dispose d'un siège répondant aux prescriptions techniques mentionnées dans la directive 76/763/CE. Le siège passager avant, équipant un véhicule à moteur de la catégorie M ou N conforme à une réception par type nationale ou CE, est réputé satisfaisant aux dispositions de l'alinéa précédent.

I.18. Les véhicules tracteurs répondent aux prescriptions techniques de la directive 2008/2/CE relative au champ de vision et aux essuie-glaces des tracteurs agricoles. Un véhicule tracteur conforme aux prescriptions techniques de la directive 77/649/CEE relative au champ de vision des véhicules de la catégorie M1 est réputé satisfaisant aux dispositions de l'alinéa précédent.

I.19. Lorsqu'ils sont aménagés pour transporter des utilisateurs de fauteuils roulants, les véhicules remorqués respectent les prescriptions de l'annexe V.

II. — Dispositions techniques

Les véhicules répondent aux prescriptions techniques mentionnées dans les directives ou règlements UE ou les règlements CEE/ONU équivalents dont la liste suit. Les justificatifs réglementaires sont constitués par des procès-verbaux d'essais délivrés par le laboratoire visé à l'article 10 du présent arrêté ou par des fiches de réception délivrées par l'autorité compétente du pays concerné.

II.1. Petits trains routiers touristiques de catégorie I :

a) Champs de rétrovision : directive 2003/97/CE modifiée (catégorie N) ;

b) Dispositif de direction : directive 70/311/CE modifiée (catégorie N ou O) ou règlement de Genève 79-01 pour les équipements de direction visés à son annexe VI ;

c) Installation éclairage et signalisation : directive 76/756/CE modifiée par 2007/35/CE (catégorie N ou O) ;

d) Plaques et inscriptions : directive 76/114/CE modifiée ;

- e) Compatibilité électromagnétique : directive 72/245/CE modifiée ou 2009/64/CE pour les véhicules équipés uniquement d'un moteur à combustion interne ;
- f) Niveau sonore : directive 70/157/CE modifiée (catégorie N) ;
- g) Emissions polluantes : règlement UE 715/2007 modifié ou règlement UE 595/2009 modifié ou directive 2005/55/CE modifiée (à l'exception de la série complète des prescriptions relatives à l'OBD) (*) ;
- h) Fumées des moteurs Diesel : directive 72/306/CE modifiée (catégorie N) ;
- i) Installation et utilisation de limiteurs de vitesse : directive 92/24/CE modifiée (catégorie N) ;
- j) Equipement au GPL : règlement de Genève 67R01 (catégorie N) ;
- k) Equipement au GNV : règlement de Genève 110R01 (catégorie N) ;
- l) Véhicule électrique et hybride : règlement de Genève 100R00 (catégorie N) ;
- m) Pneumatiques : directive 92/23/CE modifiée ;
- n) Freinage : directive 71/320/CE modifiée (catégorie N2 ou O) (à l'exception de la série complète des prescriptions relatives à l'ABS) ou règlement de Genève n° 13 pour les véhicules électriques ou hybrides.

(*) Le véhicule satisfait aux émissions de polluants des essais de type I (essai à 20 °C), II (CO au ralenti) et III (gaz de carter) où le moteur provient d'un véhicule ayant fait l'objet d'une réception par type grande série et la ligne d'échappement reste conforme au véhicule de base jusqu'au catalyseur inclus (ou au filtre à particules le cas échéant) ainsi que le filtre à air et les différents composants du système d'admission.

II.2. Petits trains routiers touristiques de catégorie II :

- a) Champs de rétrovision : directive 2003/97/CE modifiée (catégorie N) ;
- b) Dispositif de direction : directive 70/311/CE modifiée (catégorie N ou O) ou règlement de Genève 79-01 pour les équipements de direction visés à son annexe VI ;
- c) Installation éclairage et signalisation : directive 76/756/CE modifiée par 2007/35/CE (catégorie N ou O) ;
- d) Plaques et inscriptions : directive 76/114/CE modifiée ;
- e) Compatibilité électromagnétique : directive 72/245/CE modifiée ou 2009/64/CE pour les véhicules équipés uniquement d'un moteur à combustion interne ;
- f) Niveau sonore : directive 70/157/CE modifiée (catégorie N) ;
- g) Emissions polluantes : règlement UE 715/2007 modifié ou règlement UE 595/2009 modifié ou directive 2005/55/CE modifiée (à l'exception de la série complète des prescriptions relatives à l'OBD) (*) ;
- h) Fumées des moteurs Diesel : directive 72/306/CE modifiée (catégorie N) ;
- i) Installation et utilisation de limiteurs de vitesse : directive 92/24/CE modifiée (catégorie N) ;
- j) Equipement au GPL : règlement de Genève 67R01 (catégorie N) ;
- k) Equipement au GNV : règlement de Genève 110R01 (catégorie N) ;
- l) Véhicule électrique et hybride : règlement de Genève 100R00 (catégorie N) ;
- m) Pneumatiques : directive 92/23/CE modifiée ;

n) Freinage : directive 71/320/CE modifiée (catégorie N2 ou O) (à l'exception de la série complète des prescriptions relatives à l'ABS) ou règlement de Genève n° 13 pour les véhicules électriques ou hybrides, complétée par la disposition suivante :

Le véhicule tracteur doit satisfaire à l'essai de type II bis décrit au point 1.5 de l'annexe II de la directive 71/320/CE modifiée, et ce à son poids total roulant autorisé. Lors de l'essai, la pente est simulée à 9 % sur une distance de 2 km et la vitesse moyenne à respecter est fixée à 20 km/h (à 5 km/h près).

(*) Le véhicule satisfait aux émissions de polluants des essais de type I (essai à 20 °C), II (CO au ralenti) et III (gaz de carter) où le moteur provient d'un véhicule ayant fait l'objet d'une réception par type grande série et la ligne d'échappement reste conforme au véhicule de base jusqu'au catalyseur inclus (ou au filtre à particules le cas échéant) ainsi que le filtre à air et les différents composants du système d'admission.

II.3. Petits trains routiers touristiques de catégorie III :

Les véhicules répondent à l'ensemble des prescriptions prévues pour les petits trains routiers touristiques de catégorie II et aux dispositions suivantes :

II.3.1. La mise en action du frein de stationnement du véhicule tracteur entraîne la mise en action d'un dispositif de freinage de chaque remorque et permet de maintenir à l'arrêt l'ensemble en toute circonstance sur une pente de 15 % ; de plus, en cas d'absence prolongée d'air (ou énergie), le dispositif de freinage de chaque remorque est assuré de façon purement mécanique.

II.3.2. Le véhicule tracteur satisfait à l'essai de type II bis décrit au point 1.5 de l'annexe II de la directive 71/320/CE modifiée à son poids total roulant autorisé. Lors de l'essai, la pente est simulée à 9 % sur une distance de 3 km et la vitesse moyenne à respecter est fixée à 20 km/h (à 5 km/h près).

II.3.3. Le véhicule tracteur est capable de mettre en mouvement l'ensemble chargé à sa masse maximale sur une pente ascendante de 15 %, et ce cinq fois au cours d'une période de cinq minutes, sans que les roues motrices ne se mettent à patiner. Cet essai est effectué sur chaussée à bon coefficient d'adhérence.

II.4. Petits trains routiers touristiques de catégorie IV :

Les véhicules répondent à l'ensemble des prescriptions prévues pour les petits trains routiers touristiques de catégorie III et aux dispositions suivantes :

II.4.1. Le véhicule tracteur satisfait à l'essai de type II bis décrit au point 1.5 de l'annexe II de la directive 71/320/CE modifiée à son poids total roulant autorisé. Lors de l'essai, la pente est simulée à 9 % sur une distance de 4 km et la vitesse moyenne à respecter est fixée à 20 km/h (à 5 km/h près).

II.4.2. Le véhicule tracteur est capable de mettre en mouvement l'ensemble chargé à sa masse maximale sur une pente ascendante de 20 %, et ce cinq fois au cours d'une période de cinq minutes, sans que les roues motrices ne se mettent à patiner. Cet essai est effectué sur chaussée à bon coefficient d'adhérence.

II.4.3. Les véhicules tracteurs sont équipés de façon permanente de deux essieux moteurs au moins (par liaison purement mécanique ou par dispositif reconnu comme étant équivalent, une transmission hydrostatique devant être considérée comme étant équivalente à une transmission mécanique).

ANNEXE II a

VISITE TECHNIQUE INITIALE AVANT AUTORISATION ADMINISTRATIVE ET VISITE TECHNIQUE PERIODIQUE

I. - Visite technique initiale

I. 1. La constitution d'un petit train routier touristique donne lieu à une visite technique initiale. Cette visite a lieu lors de la mise en service d'un ensemble neuf ou lors des changements des véhicules composant un petit train routier touristique en service.

La visite technique initiale a pour objectif de contrôler la compatibilité des différents éléments formant l'ensemble composant le petit train routier touristique ainsi que les équipements nécessaires à la mise en circulation. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal conforme à l'annexe II b du présent arrêté, nécessaire pour la délivrance de l'arrêté préfectoral de circulation.

I.2. Sur demande du directeur départemental de l'équipement, des vérifications complémentaires peuvent être effectuées sur la totalité du parcours prévu, visant à s'assurer que l'inscription en courbe de l'ensemble reste correcte. Ces essais doivent être effectués par le laboratoire agréé et sont à la charge du propriétaire et/ou de l'exploitant.

II. - Visite technique

Les véhicules constituant les petits trains routiers touristiques doivent subir, avant toute mise en circulation, puis tous les ans, une visite technique dans les conditions définies ci-après, par un expert désigné par le préfet :

0. Contrôles administratifs

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
Carte grise Carnet d'entretien Plaque de constructeur Arrêté préfectoral d'autorisation	Concordance entre les véhicules présentés et les renseignements figurant sur ces documents	Examen visuel

1. Freinage

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
1.1. Frein de service	Ensemble de véhicules – Véhicules articulés 1.1.1. État mécanique : Organes de commande, de transmission, alimentation des circuits, signaux avertisseurs. État – Fixation – Etanchéité – Frottements. Dispositif d'accouplement. 1.1.2. Fonctionnement : a) Anomalie b) Essai sur piste :	Examen visuel et éventuellement auditif Examen visuel Examen visuel

	Maintien en ligne de l'ensemble Obtention de la décélération c) Essai sur freinomètre de chacun des véhicules : Obtention du taux de freinage Equilibrage : comparaison des forces de freinage entre roues droite et gauche pour les véhicules autres que ceux de catégorie I.	Mesure de décélération Mesure de taux de freinage
1.2. Frein de secours uniquement pour les véhicules des catégories II, III, IV.	Idem frein de service	Idem frein de service
1.3. Frein de rupture	Essai ensemble à l'arrêt. Freinage automatique par blocage des roues sur chaque remorque.	Essai de démarrage après désaccouplement de la conduite automatique Examen visuel
1.4. Frein de stationnement	1.3.1. Etat mécanique : Etat – Fixation – Commande 1.3.2. Essai statique du frein de stationnement du véhicule tracteur Résistance au démarrage de l'ensemble	Sur palier

2. Direction

L'examen de la direction se fait le véhicule à l'arrêt.

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
2.1. Colonne de direction et volant	Jeu – Fixation	Examen visuel à l'occasion d'une manœuvre du volant
2.2. Mécanisme de direction	Jeu – Fixation	
2.3. Trimonerie de direction	Jeu dans les articulations Déformation des éléments de la timonerie	Examen visuel à l'occasion d'une manœuvre du volant
2.4. Assistance	Fuite du fluide	Examen visuel moteur en marche

3. Châssis et carrosserie

L'examen du châssis et de la carrosserie se fait à l'arrêt.

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
	3.1. Châssis et accessoires	
3.1.1. Châssis plate-forme ou coque	Etat – Fixation	Examen visuel
3.1.2. Réservoir et canalisation de carburant	Etat – Fixation	Examen visuel
3.1.3. Dispositif d'accouplement entre véhicule tracteur, véhicule remorque et chaque véhicule remorqué	Etat – Fixation – Jeu	Examen visuel sans désaccouplement
	3.2. - Essieux – Suspension – Roues	
3.2.1. Essieux	Etat – Fixation	Examen visuel

3.2.2. Suspension (ressorts et/ou amortisseurs)	Etat – Fixation – Fuite	Examen visuel
3.2.3. Roues	Etat – Fixation Absence de frottement contre les parties fixes	Examen visuel
3.2.4. Pneumatiques	Etat – Usure	Examen visuel
3.3. Carrosserie de l'ensemble		
3.3.1. Carrosserie	Etat – Fixation	Examen visuel
3.3.2. Aménagements extérieurs	Etat – Fixation – Parties saillantes	Examen visuel
3.4. Cabine du tracteur		
3.4.1. Marchepieds	Etat – Fixation – Parties saillantes	Examen visuel
3.4.2. Siège	Etat – Fixation.	Examen visuel
3.4.3. Organes de conduite	Etat – Accessibilité des commandes	Examen visuel
3.4.4. Rétroviseurs	Etat – Fixation – Parties saillantes	Examen visuel
3.4.5. Indicateur de vitesse (s'il existe)	Fonctionnement	Examen visuel
3.4.6. Avertisseur sonore	Fonctionnement	Mise en action
3.4.7. Vitrages, essuie-glace – lave-glace	Etat	Examen visuel

4. Eclairage et signalisation

L'examen se fait le véhicule à l'arrêt : lors de l'examen, il conviendra de vérifier la combinaison, la commutation, le fonctionnement et la couleur des divers feux.

Les dispositions ci-dessous ne sont pas obligatoires pour les véhicules de catégorie I, homologués avant le 1^{er} mars 1998, hormis les gyrophares à l'avant et à l'arrière de l'ensemble ;

Les points en italique ne sont pas obligatoires pour les véhicules de la catégorie I, homologués avant le 1^{er} mars 1998 en TRA ou REA.

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
4.1. <i>Feux de route</i> et feux de croisement	Etat et fixation des projecteurs Rabattement du faisceau lumineux des feux de croisement	Examen visuel
4.2. Feux de position, feux rouges arrière <i>et feux d'encombrement (feux de gabarit)</i>	Etat et fixation des feux Emplacement, parité et symétrie Visibilité géométrique	Examen visuel
4.3. <i>Feux stop</i>	Intensité supérieure à celle des feux rouges arrière Simultanéité d'allumage des feux avec la mise en action du frein de service Emplacement, parité, symétrie Visibilité géométrique Etat – Fixation	Examen visuel
4.4. Dispositif d'éclairage de la plaque d'immatriculation	Etat – Fixation	Examen visuel
4.5. Indicateurs de changement de direction	Emplacement, parité, symétrie Visibilité géométrique	Examen visuel
4.6. Dispositifs réfléchissants	Etat – fixation	Examen visuel

AV (blanc) latéraux (orangé) et AR (rouge)	Emplacement, parité, symétrie, espacement (pour les catadioptrés latéraux)	
4.7. <i>Autres dispositifs de signalisation AR :</i> - dispositif complémentaire ; - bande blanche	Présence – Etat – Emplacement	Examen visuel
4.8. <i>Triangle de présignalisation</i>	Présence	Examen visuel
4.9. Feux spéciaux	Présence et conformité Etat et fixation	Examen visuel
4.10 Feux facultatifs	Etat et fixation Emplacement, parité, symétrie	Examen visuel
4.11. Feux et signalisations non réglementaires	Absence	Examen visuel

5. Nuisances

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
5.1. Bruit	Etat et fixation des canalisations d'échappement Etat et fixation des dispositifs silencieux Niveau sonore global des véhicules	Examen visuel et auditif
5.2. Gaz d'échappement	Opacité (moteurs diesel) Gaz d'échappement (moteur essence) : - véhicules de la catégorie I - autres catégories : respect des dispositions afférentes aux véhicules de la catégorie internationale N 2	Examen visuel Opacimètre 4 gaz

6. Plaques et inscriptions

Les points en italique ne sont pas obligatoires pour les véhicules de la catégorie I, homologués avant le 1^{er} mars 1998 en TRA ou REA.

ÉLÉMENTS	POINTS EXAMINÉS	MÉTHODE D'EXAMEN
6.1. Plaques d'immatriculation	Numéro conforme à celui de la carte grise Lisibilité – Emplacement	Lisibilité – Emplacement
6.2. Inscriptions latérales <i>longueur, largeur, surface</i> PTAC, PTV et PTR (pour les véhicules automoteurs)	Lisibilité – Emplacement	Lisibilité – Emplacement
6.3. Disques de limitation de vitesse	Conformité des indications à la réglementation Lisibilité - Emplacement	Lisibilité - Emplacement

7. Contrôles complémentaires

Le contrôle de la partie destinée au transport de personnes sera limité à la vérification des sièges (nombre, état et fixation), des portes, issues de secours et chaînes de sécurité, du plancher et du marchepieds.

8. Décélération - Taux de freinage

Lors des essais de freinage, réalisés à vide sur piste ou banc de freinage.

		Décélération de l'ensemble		Taux de freinage	
				Tracteur	Remorque
Petits trains routiers de catégorie I	Mis en circulation avant le 1er mars 1998	2,5 m/s ²		25 %	25 %
	Mis en circulation après le 1er mars 1998	3,5 m/s ²		40 %	25 %
Petits trains routiers de catégorie II, III et IV		Service	Secours	Service	Secours
		4,3 m/s ²	2,2 m/s ²	45 %	22 %

9. Résultats de la visite technique

L'expert désigné par le préfet dresse, à l'issue de chaque visite, un procès-verbal pour chaque véhicule constituant un petit train routier touristique, où sont rapportés les constatations faites et les essais effectués.

Si l'état du véhicule laisse à désirer ou s'il se révèle ne pas satisfaire à toutes les dispositions techniques qui lui sont applicables (non-respect des décélérations ou taux de freinage et anomalie importante sur les points évoqués plus haut), le procès-verbal de visite mentionne les défauts et les infractions constatés. L'expert notifie celles-ci et prescrit une nouvelle visite dans un délai maximum d'un mois.

La prescription de cette nouvelle visite est mentionnée sur le procès-verbal de visite. Si, au cours de la nouvelle visite, il est constaté qu'il n'a pas été remédié aux défauts et infractions précédemment relevés, l'expert en informe le préfet qui pourra surseoir à l'autorisation établie conformément à l'article 5. Il en est de même lorsque le propriétaire néglige de présenter son véhicule à la nouvelle visite prescrite ou lorsque les infractions et défauts relevés sont susceptibles de rendre dangereux le maintien en circulation du véhicule.

Le préfet peut se faire communiquer chaque année copie des procès-verbaux de visite technique.

Ces dispositions n'exonèrent pas le propriétaire de petit train routier touristique de l'obligation de maintenir son véhicule en bon état de marche et en état satisfaisant d'entretien, conformément aux dispositions du code de la route et des textes pris pour son application.

ANNEXE IIb

La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (*)/ La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (*)/ La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (*)/ Le constructeur (*) :

N° de réception par type nationale du véhicule tracteur :

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué :

PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE D'UN PETIT TRAIN ROUTIER

(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie (s) du petit train routier touristique :

2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

Catégorie I : 1 véhicule tracteur et remorque (s) (*)

Catégorie II : 1 véhicule tracteur et remorque (s) (*)

Catégorie III : 1 véhicule tracteur et remorque (s) (*)

Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et remorque (s) (*)

2. 1. Véhicule tracteur :

Marque :

Type :

Genre : VASP

Carrosserie : NON SPEC

Accompagnateur :

2. 2. Remorque n° 1 :

Marque :

Type :

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 3. Remorque n° 2 :

Marque :

Type :

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 4. Remorque n° 3 :

Marque :

Type :

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

I

II

III

IV

Passagers dans la première remorque :

Passagers dans la deuxième remorque :

Passagers dans la troisième remorque :

Date

Signature : DRIEE-DREAL-DEAL-Constructeur (*)

(*) Barrer la mention inutile.

ANNEXE IIc

DEMANDE D'AUTORISATION RELATIVE À LA CIRCULATION D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE

Une demande d'autorisation de circulation d'un petit train routier touristique est établie sur un document de forme libre reprenant les rubriques qui suivent. Elle est accompagnée des pièces obligatoires nécessaires et déposée ou adressée par courrier au préfet du département où est situé le service demandé.

I. - Identification du transporteur

Nom de l'entreprise :

Numéro SIREN :

Adresse :

Code postal : Commune :

Nom de la personne à contacter :

Téléphone : Télécopie :

Courriel :

II. - Description du circuit et de l'itinéraire

a) Durée d'exploitation : du (jj/mm/aaaa) au (jj/mm/aaaa)

b) Caractéristiques du service et de son itinéraire :

Département et commune d'exploitation du service :

Adresse de prise en charge et de dépose des voyageurs :

Description du service et de son itinéraire :

Détails des déplacements éventuels du petit train routier touristique sans passagers pour les besoins d'exploitation du service :

III. — Caractéristiques du petit train routier touristique

a) Pour le véhicule tracteur :

N° d'immatriculation :

Marque :

Genre :

Nombre de places assises :

Date de première mise en circulation :

Date du certificat :

Propriétaire :

b) Pour les véhicules remorqués :

Véhicule remorqué n° 1 :

N° d'immatriculation :

Marque :

Genre :

Nombre de places assises :

Date de première mise en circulation :

Date du certificat :

Propriétaire :

Véhicule remorqué n° 2 :

N° d'immatriculation :

Marque :

Genre :

Nombre de places assises :

Date de première mise en circulation :

Date du certificat :

Propriétaire :

Véhicule remorqué n° 3 :

N° d'immatriculation :

Marque :

Genre :

Nombre de places assises :

Date de première mise en circulation :

Date du certificat :

Propriétaire :

IV. — Identification du demandeur

Nom : Prénom :

Qualité :

Fait à : , le

Signature du demandeur

V. - Liste des pièces obligatoires

à joindre à la demande

1. Un document de l'organisateur du service ou du transporteur justifiant la demande d'autorisation d'arrêté préfectoral de circulation d'un petit train routier touristique.
2. La copie de la licence pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui du demandeur.
3. Le plan de l'itinéraire du service.
4. Le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif à l'itinéraire demandé, identifiant les points singuliers de l'itinéraire et le cas échéant les règles de conduites particulières à observer (*).

5. La copie des certificats d'immatriculation des véhicules composant le petit train routier touristique.
 6. Le procès-verbal de la visite technique initiale (*).
 7. La copie du procès-verbal de la dernière visite technique de chaque véhicule constituant le petit train routier touristique.
- (*). Sera annexé à l'arrêté préfectoral.

ANNEXE III

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF À LA CIRCULATION D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE

Le préfet de :

Vu le code de la route, et notamment ses articles R. 317-21, R. 411-3 à R. 411-6 et R. 411-8 ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules, autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

Vu la demande présentée le..... par..... ;

Vu la licence pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui du demandeur ;

Vu le procès-verbal de visite initiale délivré par..... le..... annexé ;

Vu le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif à l'itinéraire demandé ;

Vu l'avis du maire de..... ;

Vu l'avis des organismes gestionnaires des voiries concernées par l'itinéraire (conseil général, EPCI, syndicat...),

Arrête :

Art. 1er. — Mme/M./L'entreprise..... est autorisé(e) à mettre en circulation à des fins touristiques ou de loisirs un petit train routier touristique de catégorie (à préciser), pour la période du..... au....., sur l'itinéraire suivant :

Les déplacements sans voyageurs pour les besoins d'exploitation du service à savoir :

— (à préciser)

sont couverts par le présent arrêté, en application de l'article 4 de l'arrêté du 22 janvier 2015 susvisé.

Art. 2. — Le secrétaire général de la préfecture, le maire de....., les gestionnaires de voirie, le directeur régional et interdépartemental de l'industrie, de l'énergie et de l'environnement (DRIEE)/le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)/le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à, le

Le préfet

Nota. — Toute modification du trajet ou de ses caractéristiques routières, ainsi que toute modification des véhicules, entraîne la perte de validité du présent arrêté.

ANNEXE IV

RÈGLES A APPLIQUER POUR LA DÉFINITION DE LA PENTE MAXIMALE D'UN ITINÉRAIRE

Pour autoriser la circulation d'un petit train routier touristique d'une catégorie déterminée sur un itinéraire, on tolérera que cet itinéraire comporte des pentes supérieures à la pente maximale admise pour la catégorie du petit train routier touristique lorsque la longueur cumulée des sections concernées par ces dépassements ne dépasse pas 50 m. Cette longueur cumulée est portée à 500 m lorsqu'aucune des pentes n'est supérieure à la pente maximale admise pour la catégorie de petit train routier touristique directement supérieure à celle du petit train routier touristique considéré.

ANNEXE V

AMÉNAGEMENTS SPÉCIFIQUES POUR LES VÉHICULES ACCESSIBLES AUX UTILISATEURS DE FAUTEUILS ROULANTS

Pour l'application de la présente annexe, le fauteuil roulant de référence présente les caractéristiques suivantes :

Largeur : 0,70 m

Longueur : 1,20 m.

1. Emplacement d'un fauteuil roulant

1.1. Un emplacement dont le plan longitudinal est parallèle au plan longitudinal du véhicule, de 750 mm × 1 300 mm, est prévu pour positionner le fauteuil roulant.

La présence d'un fauteuil roulant est considéré comme une place assise.

Le nombre d'emplacements destinés à des fauteuils roulants est limité à deux (2) par véhicule remorqué.

1.2. Des strapontins peuvent être installés dans l'espace prévu pour le fauteuil roulant. Lorsqu'ils sont repliés et inutilisés, ils n'empiètent pas sur l'espace prévu pour le fauteuil roulant.

1.3. Des sièges ou banquettes amovibles peuvent être installés dans l'espace prévu pour le fauteuil roulant ; ces sièges ou banquettes sont démontables facilement par le conducteur.

2. Stabilité du fauteuil roulant

2.1. L'espace pour le fauteuil roulant peut être conçu de manière à permettre à l'utilisateur de voyager sans système de retenue, le fauteuil roulant étant orienté face à l'arrière contre un support ou un dossier, dans les conditions suivantes :

a) Un des côtés longitudinaux de l'espace réservé à un fauteuil roulant se trouve contre un côté ou paroi du véhicule ;

b) Un support ou dossier, suffisamment résistant, perpendiculaire à l'axe longitudinal du véhicule est prévu à l'avant de l'espace dédié au fauteuil roulant ;

c) Le support ou le dossier est conçu de telle sorte que les roues ou l'arrière du fauteuil roulant soient appuyés contre le support ou contre le dossier, afin de prévenir le risque de renversement du fauteuil roulant ;

d) Une main courante ou poignée est installée sur le côté ou la paroi du véhicule de manière à ce que l'utilisateur du fauteuil roulant puisse facilement la saisir ;

e) Une main courante escamotable, ou tout autre dispositif équivalent, est montée du côté opposé à la paroi du véhicule de manière à empêcher tout glissement latéral du fauteuil roulant et à permettre à l'utilisateur du fauteuil roulant de la saisir facilement ;

f) La surface du sol de l'espace pour fauteuil roulant est antidérapante ;

g) L'inscription ci-après est fixée à proximité immédiate de l'espace pour fauteuil roulant :
"Cette place est réservée à un fauteuil roulant. Le fauteuil roulant, dirigé vers l'arrière et freins serrés, est appuyé contre le support ou le dossier."

2.2. En alternative au point 2-1, le fauteuil roulant peut être orienté vers l'avant du véhicule. Dans ce cas, le dispositif d'arrimage du fauteuil roulant permet d'assurer la stabilité d'un fauteuil roulant lesté d'une masse de 150 kg (le lest occupant sensiblement la place du passager) lorsque

le véhicule lancé à une vitesse d'au moins 40 km/h est soumis à une décélération égale ou supérieure à $5\text{m}\cdot\text{s}^{-2}$.

3. Accès et dimensions des accès

Chaque véhicule remorqué aménagé pour transporter des fauteuils roulants comporte un accès d'au moins 800 mm de largeur. Une allée de même largeur permet à l'utilisateur d'un fauteuil roulant d'atteindre l'emplacement qui lui est réservé.

4. Moyens d'accès

La porte est équipée d'une rampe d'accès. Pour permettre l'accès de tous les types de fauteuil roulant, les rails d'accès sont prohibés.

La rampe d'accès :

- a) Est composée d'une surface pleine ou ajourée et antidérapante ;
- b) Est munie d'un système de blocage en position de circulation ;
- c) Est munie d'un système de maintien sécurisé dans les manœuvres d'accès du fauteuil roulant ;
- d) Est aisément manœuvrable par une personne valide ;
- e) Est munie d'un rebord latéral antichute d'au moins 35 mm de hauteur, pour les rampes d'une longueur supérieure à 1 200 mm ;
- f) A une pente inférieure ou égale à 25 % ;
- g) A une largeur utile d'au moins 730 mm ;
- h) Supporte 300 kg (personne en fauteuil roulant électrique avec utilisateur) sans déformation permanente ;
- i) Admet un ressaut et/ou une lacune de 15 mm maximum.